

## Les Métallos surmontent les incendies



**Jose Acevedo**, membre des Métallos, devant les ruines de son ancienne maison à Fort McMurray.

Leo W. Gerard	président international
Ken Neumann	directeur national
Stephen Hunt	directeur du district 3
Alain Croteau	directeur du district 5
Marty Warren	directeur du district 6
Stan Johnson	secrétaire-trésorier international
Thomas M. Conway	vice-président (Administration)
Fred Redmond	vice-président (Relations humaines)
Carol Landry	vice-présidente internationale hors-cadre
Jon Geenen	vice-président international



Les directeurs du Syndicat des Métallos au Canada :  
Marty Warren, Ken Neumann, Alain Croteau, Stephen Hunt

Bob Gallagher, rédacteur et chef de service  
David Cantatore, Clairandrée Cauchy, Paula Ferreira,  
Kim Hume, Frank Linhares, Daniel Mallette,  
Denis St. Pierre, Pat Van Horne, Brad West  
corédacteurs/ corédactrices  
Lesley Stodart, graphiste de Métallos@l'œuvre

Adressez toute demande ou tout article pour le magazine  
Métallos@l'œuvre au : Syndicat des Métallos  
Service des communications du Bureau national des Métallos  
info@metallos.ca

Traduction : Services linguistiques Scott



**En page couverture :** Jose Acevedo, membre de la SL 1944 STT-Métallos, devant les ruines de son ancienne maison que les feux de forêt de Fort McMurray ont réduite en cendres.  
Médaille : La maison de Jose avant les feux.

Photo de la page couverture, courtoisie de Jose Acevedo.

Imprimé sur du papier certifié par le Syndicat des Métallos.

[www.metallos.ca](http://www.metallos.ca)



MetallosCA



@MetallosCA



Joignez-vous à notre communauté en ligne de militants!

Convention de la Poste-publications n° 40006737

Retourner toute correspondance ne pouvant être  
livrée au Canada au : Service des communications du Bureau national des Métallos  
234, av. Eglinton Est, 8<sup>e</sup> étage, Toronto, (Ontario) M4P 1K7

# Résilience et

**Nos** consœurs et confrères Métallos à Fort McMurray ont été confrontés à d'horribles feux de friches incontrôlés en Alberta plus tôt cet été.

Sur la couverture, on peut apercevoir Jose Acevedo devant les ruines de sa maison réduite en cendres. Jose est membre de la SL 1944 STT-Métallos.

Pendant que les feux faisaient rage, les Métallos se sont empressés d'offrir leur aide, s'enquérant de ce que leurs consœurs et confrères avaient besoin. Ils se sont serrés les coudes pendant la crise : appels personnels et de courtoisie, demandes de dons par l'intermédiaire de notre vaste réseau syndical, contributions du Fonds humanitaire des Métallos aux efforts de secours.

Nos membres à Fort McMurray ont repris le travail et rebâtissent leur vie en faisant preuve de courage et d'engagement envers leur vie professionnelle et leur milieu.

Ce courage, cette résilience et ce souci des uns pour les autres est l'essence même de ce que signifie être des Métallos. Voilà sur quoi nous nous appuyons quand nous négocions, quand nous luttons pour obtenir justice, réduire l'inégalité, mettre fin à la violence faite aux femmes et faire cesser les blessures et les décès au travail.

Le présent numéro de Métallos@l'œuvre comprend des articles qui témoignent de notre résilience et de notre solidarité en tant que personnes, travailleurs, voisins, amis et syndicat. Ensemble, nous sommes plus forts – et nous obtenons ainsi des résultats tangibles.

Solidairement,

Le directeur national,

Ken Neumann

# Solidarité



## Crise de l'acier

L'inaction fédérale alors que la crise s'aggrave p. 4



## Travailleurs étrangers temporaires

Leurre des libéraux p. 6



## Dites non au PTP

Le Canada refuse de rejeter le mauvais accord p. 6



## Attaque contre le système de vérification des cartes

Le Manitoba s'en prend à la syndicalisation p. 8



## Reconstruction à Fort McMurray

Histoires personnelles de Métallos courageux p. 9



## Bourses d'études

Récompenses pour les filles et les fils des Métallos p. 13



## Négociations fructueuses

De meilleurs lieux de travail p. 14



## OPPOSEZ-VOUS à la violence

Nouvelle campagne; ruban blanc inclus p. 16



## La lutte des taxieurs

Les Métallos s'opposent au projet-pilote d'Uber p. 19



## Réforme électorale

Le temps est venu d'avoir des élections équitables p. 20



## Campagne pour un salaire de 15 \$ l'heure

Le mouvement pour l'équité s'intensifie p. 22



## Mettons fin au carnage

Une nouvelle publication contribue à rallier le soutien p. 24



# Une stratégie nationale est essentielle pour

Si le gouvernement fédéral songe sérieusement à protéger l'environnement et les emplois de la classe moyenne, il doit élaborer une stratégie nationale à l'appui des industries sidérurgique et manufacturière.

L'échec des gouvernements fédéraux successifs à adopter une stratégie manufacturière et industrielle a contribué à la perte de centaines de milliers d'emplois et a nui à l'environnement, a déclaré Ken Neumann, directeur national des Métallos à un comité parlementaire en octobre.

Malgré les échecs de la politique fédérale, l'industrie canadienne de l'acier enregistre toujours une production représentant 14 milliards de dollars annuellement et emploie directement plus de

20 000 Canadiennes et Canadiens qui gagnent en moyenne 70 000 \$ par année. Le secteur appuie indirectement plus de 100 000 autres emplois de la classe moyenne.

*Il est manifestement dans l'intérêt économique et écologique du pays que le gouvernement fédéral appuie le secteur de la fabrication de l'acier.*

– Ken Neumann

«Il faut incorporer des mesures favorisant les emplois et l'environnement dans une nouvelle stratégie industrielle», a précisé le

directeur national dans un mémoire percutant présenté au Comité parlementaire de l'industrie, de la science et de la technologie.

«L'acier fabriqué au Canada procure des innombrables avantages économiques et ne représentent qu'une fraction de l'empreinte environnementale de l'acier provenant de l'étranger et faisant actuellement l'objet de dumping au pays», a-t-il ajouté.

Les émissions rejetées par la fabrication de l'acier au Canada s'élèvent à environ 56 kg/tonne, contrairement à 600 (10 fois plus) pour celui fabriqué en Chine et 900 (15 fois plus) pour l'acier de l'Inde.

«L'industrie chinoise de l'acier produit à elle seule 50% des émissions de CO<sub>2</sub> du monde, indique le mémoire; il est donc logique sur le plan économique,



Photo : Steve Dietz

# ur améliorer l'économie, l'environnement

et responsable écologiquement, d'approvisionner le marché canadien en acier fabriqué au pays.»

Compte tenu des répercussions sur l'économie et l'environnement, il est inquiétant de voir «... que le budget fédéral de 2015, qui prévoit l'injection de milliards de dollars dans l'infrastructure, ne mentionne aucunement l'achat d'acier fabriqué ici au pays».

Des responsables politiques municipaux, des dirigeants d'entreprises et des producteurs d'acier au pays appuient les appels du Syndicat des Métallos au gouvernement fédéral pour des mesures concrètes visant à résoudre la crise de l'acier.

L'appel conjoint des Métallos et de l'Association canadienne des producteurs d'acier (ACPA) au premier

ministre Justin Trudeau témoigne de la gravité de la situation et réclame des mesures décisives de la part du gouvernement pour éviter des «dommages irréparables» à l'industrie canadienne de l'acier.

Deux des plus importantes aciéries au pays, Essar Steel Algoma à Sault Ste. Marie et U.S. Steel Canada à Hamilton et à Nanticoke (Ont.), fonctionnent sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (LACC), situation qui menace des milliers d'emplois et de pensions. Des centaines d'autres emplois ont disparu récemment, d'autres producteurs d'acier canadiens s'étant vus forcés de réduire leur production.

«Le manque de soutien gouvernemental doit être renversé, a déclaré Ken Neumann.

Il est manifestement dans l'intérêt économique et écologique du pays que le gouvernement fédéral appuie le secteur de la fabrication de l'acier.» ■

## Industrie canadienne de l'acier :

- ✓ **Emplois directs : plus de 20 000**
- ✓ **Emplois indirects : 100 000**
- ✓ **Production annuelle : 12 millions de tonnes**
- ✓ **Ventes annuelles : 14 milliards de dollars**
- ✓ **Masse salariale annuelle : 1,7 milliard de dollars**

## L'accord proposé donne de l'espoir aux Métallos de l'Ontario

Un optimisme prudent se fait sentir à l'égard d'un accord entre le gouvernement de l'Ontario et un acheteur potentiel de U.S. Steel Canada, sous la protection de la LACC depuis plus de deux ans.

Bedrock Industries a conclu un accord avec la province concernant l'acquisition éventuelle de U.S. Steel Canada, dans lequel Bedrock s'engage à poursuivre l'exploitation des aciéries à Hamilton et à Nanticoke (Ont.).

Au moment de mettre sous presse, le sort de l'accord et de U.S. Steel Canada demeure indéterminé.

Même si la décision finale revient au tribunal qui supervise les procédures de la LACC, toute restructuration de l'entreprise doit être appuyée par les intervenants clés comme la province et

le Syndicat des Métallos, qui représente les intérêts des travailleurs et des retraités touchés.

«Nous trouvons de nombreux aspects de l'accord-cadre entre le gouvernement de l'Ontario et Bedrock Industries très encourageants», a fait savoir Marty Warren, le directeur du district 6 des Métallos.

Bedrock doit encore résoudre de nombreuses questions, notamment la négociation de nouvelles conventions collectives avec la section locale 1005 à Hamilton et la section locale 8782 à Nanticoke, a poursuivi Marty Warren.

«L'accord est loin d'être parfait, vu les problèmes que soulève un processus d'insolvabilité aussi long et complexe. Cependant, après deux ans sous la protection de la

LACC et de nombreuses discussions avec d'autres acheteurs potentiels, nous croyons qu'il pourrait mener à un accord final avantageux pour les membres et les retraités du syndicat.»

Le Syndicat des Métallos reconnaît les efforts du gouvernement de l'Ontario pour trouver une solution à l'insolvabilité de U.S. Steel Canada, mais il ne peut pas en dire autant du gouvernement libéral fédéral.

«Les deux dernières années ont été stressantes et pénibles pour nos membres et nos retraités», a expliqué le directeur du district.

«Le gouvernement fédéral n'a pas tenté de trouver de solution et n'a offert aucun soutien matériel – ni dans le présent cas ni pour aider d'autres collectivités au pays touchées par la crise de l'acier.» ■

**Trahissant sa promesse** de politiques progressistes pour la population ouvrière, le gouvernement libéral de Justin Trudeau favorise l'élargissement et l'utilisation abusive du Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET), miné par les scandales.

Peu après leur accession au pouvoir, les libéraux se sont empressés d'annuler des modifications positives, bien que mineures, apportées au PTET par le gouvernement conservateur précédent.

Les conservateurs avaient limité le nombre de travailleurs étrangers temporaires (TET) qu'un employeur pouvait embaucher à 10% de sa main-d'œuvre. Non seulement les libéraux planifient-ils de hausser la limite à 20% de manière générale, mais dans certaines industries, ils autorisent déjà

les employeurs à en engager un nombre illimité.

### «Des règles absurdes»

Le ministre de l'immigration John McCallum s'est moqué des règles visant à encourager les entreprises à recruter des Canadiennes et Canadiens sans emploi, les qualifiant de «règles absurdes» que son gouvernement compte éliminer.

Présentement, le comité parlementaire à majorité libérale a recommandé de modifier le PTET au profit des entreprises, donnant ainsi libre cours aux abus. On observe peu de changements qui profiteraient aux Canadiens ou les TET, et le comité a omis de réclamer un moyen de garantir la citoyenneté aux travailleurs migrants exploités.



## Un leurr Le Programme étrangers t



**Malgré des promesses** de «vrai changement» faites il y a plus d'un an, les libéraux vont de l'avant avec les accords commerciaux secrets du gouvernement conservateur précédent qui vont éliminer des dizaines de milliers d'emplois pour la classe moyenne.

Les libéraux ont recours à des «consultations» publiques pour promouvoir activement le Partenariat transpacifique (PTP), accord qui menace 60 000 emplois canadiens décents, nuira à l'environnement et accentuera l'inégalité dans notre pays.

Selon des recherches entreprises, le PTP entraînera la perte de milliers d'emplois dans l'industrie automobile du Canada, qui représente un tiers de la demande d'acier fabriqué au pays. Le PTP permettra de s'approvisionner encore plus facilement dans des pays comme



## Le libéral des travailleurs temporaires

### Selon les critiques du PTET, Trudeau a déjà embauché un TET

Le plan des libéraux sort dans la foulée des révélations de l'hypocrisie du premier ministre, qui vient d'être dénoncé comme un ancien employeur de TET.

Une enquête des médias a dévoilé qu'à titre de député, avant de devenir chef du Parti libéral, Justin Trudeau et son épouse avaient profité du PTET pour embaucher une gardienne pour leurs enfants.

D'après leur demande au PTET, le couple aurait prétendu devoir engager une travailleuse étrangère parce qu'il n'arrivait pas à trouver de gardienne ici au pays.

Compte tenu de la fortune dont Justin Trudeau a hérité et des revenus appréciables que gagne le couple, les

critiques soutiennent qu'il aurait pu facilement offrir un salaire permettant d'attirer des Canadiennes et Canadiens. Ce fait est apparu évident après que Justin Trudeau ait été nommé premier ministre et que le couple ait réussi à trouver ici même au pays deux gardiennes prêtes à accepter un salaire variant de 11 \$ à 20 \$ l'heure.

Donc, après avoir tiré profit du PTET en tant que député, le premier ministre aurait changé son opinion sur le programme au moment de prendre les rênes du parti en 2014. C'est alors qu'il a déclaré aux Canadiens que le programme devait être «considérablement» restreint «parce qu'il fait baisser les salaires et déplace les travailleurs canadiens».

Maintenant qu'il est premier ministre, Justin Trudeau semble encore une fois avoir changé son fusil d'épaule. ■

la Chine, qui inondent le marché canadien d'acier subventionné illégalement.

### 42 000 emplois menacés dans l'acier et l'automobile

Jusqu'à 42 000 travailleurs de l'acier et de l'automobile au Canada pourraient perdre leur emploi en raison du PTP.

Les libéraux ont travaillé aussi agressivement sur la scène internationale pour faire adopter un accord entre le Canada et l'Europe, accord connu sous le nom d'AÉCG, qui menace des milliers d'autres emplois canadiens, nos soins de santé et nos services publics, et fera augmenter considérablement le coût des médicaments sur ordonnance.

Le PTP ainsi que l'AÉCG ont été négociés en secret, les négociations ayant été largement guidées par les intérêts et les exigences des

multinationales et des élites bien nanties.

Ces accords permettront aux sociétés d'intenter – devant des tribunaux secrets – des poursuites contre les gouvernements canadiens chaque fois que ces sociétés prétendront avoir été lésées par des lois que nos gouvernements ont adoptées pour protéger les travailleurs, les collectivités, les services publics ou l'environnement.

### Le Canada, le pays faisant l'objet du plus grand nombre de poursuites

Parmi les pays développés, le Canada est celui qui fait déjà l'objet du plus grand nombre de poursuites aux termes des présumées règles sur les droits des investisseurs que comportent les accords commerciaux existants.

Un nombre croissant de Canadiennes et de Canadiens se prononcent

publiquement contre le PTP et l'AÉCG.

Comme la plupart des Canadiens, les Métallos ne s'opposent pas aux accords commerciaux, mais plutôt aux mauvais accords qui profitent à quelques rares nantis, ont déclaré les dirigeants des Métallos dans un communiqué remis au Comité fédéral permanent du commerce international.

«Nous pensons que le commerce en tant qu'instrument de politique économique peut forger une nouvelle approche : une approche qui augmenterait les salaires au lieu de les faire baisser, réduirait notre déficit commercial croissant, favoriserait la fabrication et l'emploi au pays plutôt que la sous-traitance et la délocalisation, une approche qui commencerait à combler l'écart grandissant de l'inégalité des revenus.» ■

# Attaque contre le système de vérification des cartes

**SYNDICAT des métallos**  
**Syndicat des Métallos**  
*plus fort ensemble*

Oui, j'adhère au Syndicat des Métallos et je donne le montant de 5 \$ prévu par la loi.  
Date: 11 30 2016

*Nouveau membre des Métallos*  
Signature de la personne qui présente la demande

J'ai reçu la présente demande d'adhésion au Syndicat des Métallos et le paiement de 5 \$ de la personne dont la signature apparaît ci-dessus.  
Date: 11 30 2016

*Recruteur des Métallos*  
Signature de la personne qui a reçu la carte et le paiement de 5 \$ prévu par la loi.

**REÇU**  
Comme l'exige la loi fédérale, la personne ci-dessous a versé 5 \$ :  
Nom de la personne qui présente la demande : \_\_\_\_\_  
Date : \_\_\_\_\_  
La somme a été perçue par : \_\_\_\_\_  
Nom de la personne qui a perçu les droits d'adhésion : \_\_\_\_\_

équitable dont dispose la population ouvrière pour se syndiquer.

«L'objectif de ce projet de loi est de faire en sorte qu'il soit plus difficile pour les travailleurs de former un syndicat», a expliqué le député.

«C'est une attaque contre les travailleurs, parce que s'il est plus difficile pour eux de se syndiquer, il leur sera alors plus difficile de s'exprimer, de protéger leurs droits.»

Ces cinq dernières années, environ 900 travailleurs du Manitoba ont signé des cartes pour adhérer au Syndicat des Métallos et améliorer leur vie et celle de leurs familles.

Les Métallos partout au Manitoba se mobilisent pour faire savoir au premier ministre Pallister que les travailleurs méritent de choisir librement et équitablement de se joindre à un syndicat – et non pas que l'on s'attaque à leurs droits. ■

## Manitoba

Le gouvernement conservateur du Manitoba veut s'attaquer au droit des travailleuses et travailleurs de se joindre à un syndicat et les Métallos se tiennent prêts à riposter.

Le premier ministre Brian Pallister et son gouvernement ont introduit le projet de loi 7, la Loi modifiant la loi sur les relations de travail,

lequel éliminerait le système de vérification des cartes qui existe depuis longtemps et qui permet aux syndicats d'obtenir une super majorité des travailleurs, soit 65%, par la signature de cartes syndicales.

Selon le député néo-démocrate et Métallo du Manitoba Tom Lindsey, les conservateurs veulent abolir le recrutement par signature de cartes parce qu'il s'agit de l'option la plus

## Les Métallos participent à l'initiative pour le partage de la prospérité

### Colombie-Britannique

Comment la Colombie-Britannique peut-elle se doter d'une économie robuste et en assurer la croissance grâce au partage de la prospérité entre les travailleurs, les collectivités et les entreprises? Voilà la question à laquelle une nouvelle initiative cherche à répondre, et les Métallos sont prêts à proposer des idées.

L'initiative de prospérité régionale, lancée par le district régional du Grand Vancouver, mobilise les entreprises, les organismes à but non lucratif, le milieu universitaire et les organisations ouvrières dans un effort pour élaborer un plan qui permettra à la région et à la province de devenir un épice de croissance économique dont tout le monde profitera.

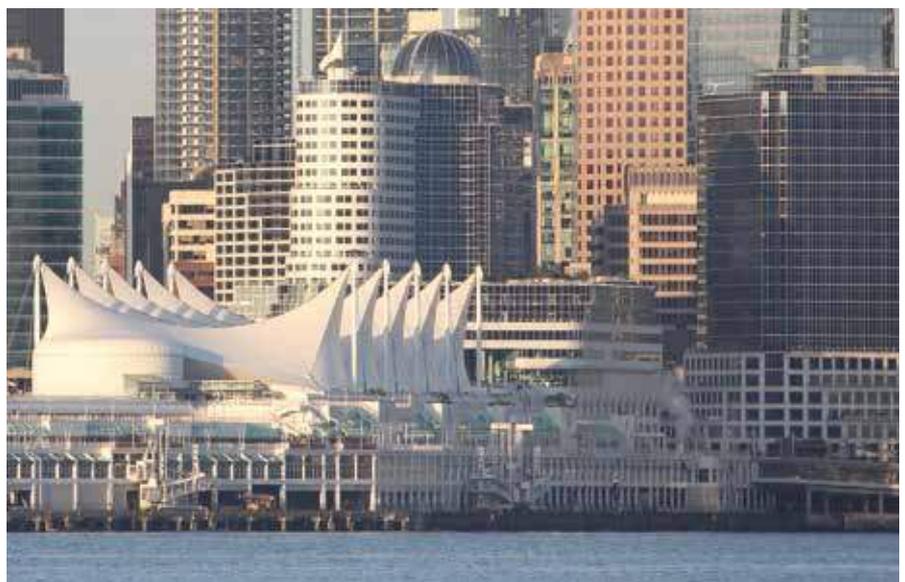
Le district 3 des Métallos y participe à titre de représentant syndical,

afin d'apporter la perspective des travailleurs au travail de l'initiative.

«Notre économie a besoin de produire des emplois rémunérateurs qui veillent à ce que la population ouvrière et les collectivités bénéficient

également de la prospérité qu'elles créent», a souligné Stephen Hunt, le directeur du district 3 des Métallos.

Pour plus d'information sur l'initiative, allez à [www.mvprosperity.org](http://www.mvprosperity.org). ■



# Renouveau après les **FEUX DE FORÊT**

*Solidarité des Métallos avec  
Fort McMurray*

**John Alma** était à Toronto quand il a reçu l'inquiétant texto de sa femme restée à Fort McMurray. Un vaste feu de forêt envahissait son quartier et sa famille était évacuée.

John raconte la terrible expérience de sa famille fuyant l'incendie comme s'il y était. Ça et là il s'arrête, sous le coup de l'émotion, même s'il a raconté cette histoire maintes fois et qu'il la partage de bon cœur avec son syndicat.

L'épouse de John lui a dit que le ciel était noir et avait un air d'apocalypse. En 20 minutes elle a dû rassembler leur fille de 13 ans, leur fils de 18 ans, leur chat et leur chien. Ils sont allés chez la sœur de John dans un autre quartier où la famille est restée, regardant les nouvelles jusqu'à ce que le quartier soit à son tour évacué.

L'autoroute 63 sud est la seule qui mène hors de la ville, mais elle était bloquée par l'incendie, forçant les autorités à diriger les gens vers le nord et les camps des champs pétroliers de l'Alberta.

Après deux heures de route, avançant au ralenti vers le nord, la famille a entendu dire que l'autoroute vers le sud était à nouveau ouverte. Ayant appris par les réseaux sociaux et la radio que les camps étaient saturés, ils ont fait demi-tour vers le sud.

Sur son passage, la famille a vu l'hôtel au sud de la ville envahie par les flammes. Une fois sorties de la ville, les voitures circulaient vers le sud sur les quatre voies de l'autoroute à deux sens parce que personne ne prenait la direction nord et l'essence commençait à manquer.

Tandis que sa famille roulait sur l'autoroute entourée par les flammes, John assistait à la réunion annuelle des délégués de la section locale 1944 STT-Métallos à Toronto comme délégué

Suite à la page suivante



Les membres de la SL 1944 STT-Métallos rassemblés de nouveau lors d'une réunion de l'unité 210 en août. Jose Acevedo tient le coin droit du drapeau des Métallos; John Alma, qui porte un chapeau, se trouve au centre du deuxième drapeau. La représentante de la SL 1944 Juanita West est la troisième personne à la droite de Jose.

*Nous sommes une collectivité plus forte et plus unie que jamais qui a choisi de vivre ici. C'est chez nous.*

– John Alma

et membre du comité des finances. John est l'un des 42 membres de l'unité 210 de la SL 1944 qui travaille pour Telus à Fort McMurray.

### Des maisons réduites en cendres

Plusieurs membres ont perdu leur maison, tandis que beaucoup d'autres habitations ont subi différents dégâts.

Comme John, Jose Acevedo n'était pas non plus chez lui à Fort McMurray quand l'incendie a atteint les habitations. Il était à Edmonton avec son épouse et leur fils de trois ans en route pour des vacances à Cuba. Le mardi 3 mai, il a reçu un appel d'un collègue lui disant que les travailleurs avaient reçu la consigne de rentrer chez eux plus tôt pour prendre leurs biens et documents de valeur en raison des évacuations. Jose devait décider s'il voulait continuer vers Cuba, ou annuler et attendre à Edmonton. La famille a décidé de poursuivre son voyage.

Inquiète pour leur maison, l'épouse de Jose allait tous les jours sur les réseaux sociaux. Jose n'a rien appris de précis jusqu'à son retour à Edmonton le 13 mai. Il pouvait voir sur Google Maps que leur quartier

était détruit, mais Jose voulait une confirmation.

Jose a appelé son superviseur pour vérifier son horaire de travail. Ce dernier lui a appris que sa maison avait été détruite.

Jose n'est pas allé voir les dégâts tout de suite. Telus lui a donné une semaine pour s'occuper des formalités et de l'assurance et faire des provisions de première nécessité pour sa famille. La compagnie a trouvé du travail pour Jose à Edmonton jusqu'à ce que la famille puisse retourner à Fort McMurray à la mi-juin.

La première fois que Jose est retourné voir l'emplacement de sa maison, il ne pouvait pas s'en approcher, les autorités ayant limité l'accès aux endroits incendiés, mais Jose pouvait voir qu'il ne restait plus que des ruines et des cendres.

Quand il a pu entrer dans le quartier, Jose a emprunté une combinaison blanche et portait un masque de protection contre les produits chimiques et les polluants dans l'air et les débris. Les cendres étaient blanches, sa maison ressemblait à un cendrier.

Jose prend la perte avec philosophie. «J'ai connu d'autres

malheurs dans ma vie, dont la perte de membres de ma famille en El Salvador pendant la guerre civile. Je prends la vie comme elle vient. Ma femme était très touchée, mais nous avons eu de la chance d'être partis – nous avons échappé à cette partie-là», a-t-il dit en parlant de l'expérience de conduire au milieu des flammes comme l'a fait la famille de John.

### Passer à l'action

Ivana Niblett savait que les maisons des membres de la SL 1944 étaient dans le sillage de l'incendie surnommé La Bête. Travaillant maintenant à Edmonton pour la SL 1-207 des Métallos, Ivana avait été vice-présidente nationale du Syndicat des travailleurs des télécommunications (STT). Le STT a fusionné avec les Métallos en 2014, pour devenir la SL 1944 STT-Métallos. Ivana a collaboré étroitement avec la section locale de Fort McMurray et continue d'entretenir des relations et d'avoir des contacts avec les membres là-bas.

Quand elle a entendu parler des évacuations, Ivana a appelé John pour savoir si quelqu'un dans l'unité avait besoin d'aide. C'est à ce moment qu'elle a appris que John était à Toronto, inquiet pour sa famille qui essayait de rejoindre Edmonton.

Ivana est passée à l'action, réservant la dernière chambre dans un hôtel qu'elle connaissait pour que la famille de John puisse y loger à son arrivée.

### Solidarité – Nous savons donner

C'est dans notre nature d'être humains et de syndicalistes d'aider ceux qui sont dans le besoin. Face à des situations qui semblent désespérées, le syndicat offre une structure de ralliement et nos efforts collectifs font une différence.

À titre de délégué de Fort McMurray aux réunions de Toronto de la SL 1944, John a maintenu un lien direct avec les 42 membres de la section locale tout au long de la catastrophe.

Le syndicat est donc passé à l'action. La SL 1944, ses membres et ses unités partout au pays ont fait des dons à l'unité 210.

La SL 1944 a recueilli 15 000 \$ pendant la réunion annuelle des délégués, dons que Leo W. Gerard, président du Syndicat international, a promis de tripler. Les unités de la SL 1944 du Québec ont recueilli des boîtes de vêtements, de jouets et d'articles de ménage destinés aux membres.

«Notre élan immédiat de générosité et notre volonté de nous entraider pendant une tragédie sont une source d'inspiration», a souligné Lee Riggs, président national de la SL 1944 STT-Métallos.

Travaillant à partir de Calgary, Juanita West est la permanente de la section locale servant les membres de l'unité 210 de Fort McMurray.

Participant elle aussi à la réunion de la SL 1944, elle a appelé tous les membres pour s'assurer qu'ils allaient bien et déterminer ce dont ils avaient besoin.

Marty Gibbons, président de la SL 1-417 des Métallos à Kamloops (C.-B.), et Ray White, président de la SL 1-207 à Edmonton, celle d'Ivana, ont lancé un appel aux sections locales du Conseil du bois par l'intermédiaire de Bob Matters, recueillant plus de 8 000 \$. La SL 1-207 a porté cette somme à 10 000 \$.

### Le Fonds humanitaire des Métallos : Dons des Métallos totalisant 79 000 \$

En mai, répondant à l'appel de fonds d'urgence de la Croix-Rouge, le Fonds humanitaire des Métallos a fait un don immédiat de 10 000 \$ pour venir en aide aux sinistrés de Fort McMurray, suivi d'une contribution de 69 000 \$ qui a été partagée en parts égales entre trois organismes de services sociaux. Le Fonds apprécie les contributions spéciales, totalisant 29 000 \$, versées par les sections locales

des Métallos partout au pays et le Syndicat des représentants.

«Les feux de forêt et les évacuations ont profondément marqué les gens et les familles, pas seulement la destruction physique, mais le traumatisme émotionnel que beaucoup ont encore du mal à surmonter», a affirmé Ken Neumann, directeur national et président du Fonds humanitaire des Métallos.

### Retour au travail

John Alma est resté six jours à l'hôtel d'Edmonton avant de retourner au travail à Fort McMurray. Il était parmi les premiers autorisés à revenir. «Je suis comme un requin; il faut que je bouge».

Son emploi l'a autorisé à revenir dans son quartier où il a pu voir que sa maison avait survécu au feu.

Fin juillet, la SL 1-207 a organisé un barbecue chez John pour les membres de l'unité 210. L'activité a permis aux membres de discuter et de renouer les liens.

«Nous l'avons grandement appréciée. Par ce geste, on nous a

Suite à la page suivante

## Notley:

### Une main sûre, des communications ouvertes

La première ministre de l'Alberta, Rachel Notley, a mérité des éloges pour la façon dont elle a géré la crise et l'après-crise. Alors que l'incendie faisait rage, elle a fourni des comptes rendus quotidiens et obtenu une prolongation de l'assurance-emploi pour les personnes touchées. Rachel Notley a fait savoir qu'elle ne tolérerait pas de loyers excessifs pendant la période de reconstruction.

Jose et John reconnaissent les mérites des fonctionnaires à tous les niveaux qui ont permis à près de 90 000 personnes d'être évacuées en toute sécurité.

La première ministre de l'Alberta Rachel Notley évaluant les dommages des feux de forêt à Fort McMurray.



Photo : Gouvernement de l'Alberta, conformément à CC BY-ND 2.0

montré que nous n'étions pas seuls, que des gens pensaient à nous», a reconnu John.

Ivana, avec Scott Ruston de la SL 1-207, sont venus d'Edmonton au nom du Conseil du bois, apportant des cartes-cadeaux d'épicerie achetées pour les membres avec les dons recueillis, démontrant la solidarité des Métallos pour tout ce qu'ils avaient vécu. Deux mois après les feux, Ivana n'a pas eu besoin de regarder loin pour voir la dévastation, mais elle a été surprise de voir de nouvelles pousses de verdure, signe d'espoir et de renouveau.

À la réunion d'août, les membres de l'unité 210 se sont retrouvés dans un centre communautaire de Fort McMurray pour échanger leurs expériences et recevoir les dons

que Juanita avait recueillis dans l'ensemble du syndicat.

Ce qui ressort des histoires des membres de l'unité 210, c'est leur résilience. Un seul membre est parti, en profitant pour prendre sa retraite et déménager parce que la qualité de l'air après les incendies aggravait son asthme. Les autres sont restés, remontant la pente dans la localité. Jose et sa famille louent un appartement en attendant de rebâtir.

«Nous sommes une collectivité plus forte et plus unie que jamais qui a choisi de vivre ici. C'est chez nous», a déclaré John.

### Des faits sur Fort McMurray

- ▶ Fort McMurray : 400 km au nord-est d'Edmonton
- ▶ Population : 61 000
- ▶ Personnes évacuées en raison des feux : 90 000 (de Fort

McMurray et des localités environnantes)

- ▶ Zone sinistrée : 590 000 hectares, dont une partie en Saskatchewan; plus de 1 000 km<sup>2</sup> couvrant une superficie plus large que Calgary, Vancouver, Halifax ou Winnipeg
- ▶ 2 400 bâtiments détruits, dont 20 % de maisons
- ▶ Les feux de forêt ont commencé le 1<sup>er</sup> mai 2016 et ont été déclarés maîtrisés le 5 juillet

### Contribuez vous?

Par l'entremise du Fonds humanitaire des Métallos, les membres du syndicat aident ceux dans le besoin en faisant don de quelques sous par heure, qui sont déduits de leur paie.

Déterminez si votre section locale a négocié des dons au Fonds humanitaire dans votre convention collective. Vérifiez votre fiche de paie ou informez-vous à ce sujet auprès de la présidente ou du président de votre unité ou section locale. Les dons sont déductibles d'impôt et ils font une différence. ■



Photo : Gouvernement de l'Alberta, conformément à CC BY-ND 2.0



# Les jeunes s'en tirent bien

## Bourses d'études des Métallos



Joanie Bergeron, Sept-Îles (Qué.)

James Fairhurst, Sparwood (C.-B.)

Mykeal Kennedy, Garson (Ont.)

**Même** s'il n'a jamais fait la grève, Mykeal Kennedy sait à quel point un conflit de travail peut perturber une famille. Il se souvient quand son père, un membre de la SL 6500 des Métallos à Sudbury, a piqueté pendant un an en vue d'une meilleure convention avec Vale.

Dans sa rédaction sur le rôle des syndicats dans la société actuelle, Mykeal a souligné l'importance d'être solidaires et de défendre nos convictions.

Mykeal a reçu une des 19 bourses d'études postsecondaires de 1000 \$ chacune, que le Syndicat des Métallos met à la disposition de ses membres ou de leurs enfants.

La rédaction de Joanie Bergeron de Sept-Îles sur l'importance pour les syndicats de lutter contre l'inégalité lui a aussi valu une bourse. «Le syndicat joue un rôle très important dans l'équité salariale pour permettre aux femmes d'égaliser les salaires et les

conditions de travail», a écrit Joanie, dont le père est membre de la SL 6254 des Métallos aux mines Wabush.

Dans son exposé, James Fairhurst de Sparwood (C.-B.), a expliqué comment la participation de son père à la SL 1944 STT-Métallos l'avait inspiré, et comment l'engagement de son grand-père envers le syndicat international des travailleurs unis du bois d'Amérique dans les années 1950 avait motivé le sien.

James a écrit : «Mon père m'a raconté qu'il n'avait pas consulté de dentiste avant ses 15 ans ... n'ayant pas de régime de soins dentaires à son travail ... C'est le syndicat qui en a fait la demande et qui l'a obtenu par suite de négociations.»

### Engagement des Métallos envers l'éducation

Les bourses d'études postsecondaires font partie d'une fière tradition du Syndicat des Métallos, qui consiste

à promouvoir l'éducation et l'apprentissage permanent auprès de ses membres et de leurs enfants.

Le syndicat remet des bourses d'études David Ellis liées à la santé et la sécurité aux enfants ou petits-enfants de ses membres dont la rédaction ou la vidéo sur la santé et la sécurité est sélectionnée. Chaque année, 60 jeunes sont tués au travail. David Ellis, 18 ans, était du nombre. C'était sa deuxième journée au travail.

Le syndicat offre deux bourses de Formation tout au long de la vie de 1000 \$ à ses membres inscrits à des programmes d'études postsecondaires publics ou accrédités en éducation syndicale.

Ne manquez l'occasion d'en obtenir une – notez les dates de publication des demandes, avril et mai 2017, sur vos calendriers et n'oubliez pas de les télécharger. Date limite pour les retourner : 30 juin.

[www.metallos.ca/bourses](http://www.metallos.ca/bourses) ■

Qu'il s'agisse des employés de compagnies aériennes, de mines de charbon ou d'hôtels, la solidarité des Métallos continue d'aboutir à des conventions collectives solides. Voici quelques exemples de réussites récentes à cet égard.

**206G**

### Les améliorations l'emportent sur les concessions

Les 330 membres de la SL 206G à l'usine de verre d'Owens Illinois à Pointe-Saint-Charles (Québec) ont remporté plusieurs améliorations dans une nouvelle convention et repoussé toutes les demandes de concessions de l'entreprise. La convention comprend des hausses de salaire totalisant 6,25% sur trois ans, de meilleures pensions et clauses, dont des restrictions à l'embauche d'employés temporaires.

**9508**

### Augmentations de 9% chez Vale

Plus tôt en 2016, les travailleurs des mines et de l'usine de Vale à Voisey's Bay, au Labrador, ont convenu d'un accord de trois ans qui leur accorde des augmentations de salaires de 9% sur la durée du contrat. Les 300 membres de la SL 9508 ont refusé les demandes de concessions et réussi à conserver leur indemnité de vie chère.

**9400**

### L'indemnité de vie chère pour les travailleurs de l'hôtellerie

Après avoir organisé une campagne publique en vue de meilleures conditions de travail, les membres de la SL 9400, employés du groupe GSI Prestige, un sous-traitant de l'hôtel Quality Inn de Dorval (Québec), ont conclu une nouvelle convention comportant des protections de l'indemnité de vie chère, des hausses salariales annuelles de 2% pendant trois ans et le versement par l'employeur de contributions plus importantes au régime d'assurances collectives.

**2000**

### De meilleures primes et indemnités à Bimeda

Les membres de la SL 2000 à Cambridge (Ontario) ont remporté plusieurs avantages dans leur convention de trois ans avec le fabricant de médicaments vétérinaires Bimeda. La convention prévoit des hausses de salaires de 5%, une nouvelle prime pour les employés chargés de la formation de leurs collègues, une augmentation des contributions de l'employeur au régime de retraite, des indemnités pour chaussures et lunettes de sécurité et traitements de massothérapie ainsi que des primes de quart.



## Acquis importants chez American Airlines

Les membres de la SL 1976 chez American Airlines à Toronto, Montréal et Ottawa ont réalisé d'importants acquis dans leur première convention collective suite à la fusion de leurs entreprises et syndicats l'année dernière.

Le contrat de cinq ans prévoit des hausses salariales considérables et enrayera la sous-traitance, ajoutera des emplois syndiqués, accordera la priorité aux postes à plein temps et améliorera les conditions de travail. Il vise plus de 230 agents à la billetterie et d'embarquement, bagagistes et employés de salons et d'aires de trafic des aéroports.

La fusion de l'an dernier entre American Airlines et US Airways exigeait des employés qu'ils choisissent par vote un seul syndicat pour les représenter. Le Syndicat des Métallos représentait les employés de US Airways, et Unifor ceux d'American Airlines. Plus des deux tiers des employés ont voté pour les Métallos.

La hausse salariale moyenne dans la première année de la convention est d'environ 15%, et les autres pendant les cinq ans du contrat totalisent près de 25%. Les employés ont reçu des paiements transitoires allant de 365 \$ pour ceux ayant moins d'un an de service, à 6500 \$ pour ceux en comptant 17 ou plus.

## Pas de clause orphelin chez Resco

Après trois mois de grève, la centaine de Métallos de Resco à Grenville-sur-la-Rouge ont accepté un nouveau contrat de travail où le régime de retraite à prestations déterminées est préservé pour tous.

«Nous avons préservé le régime de retraite pour les générations futures et on en est fiers.

On a fait certains sacrifices devant une menace de fermeture, mais on est loin de ce qui nous était demandé au début», explique le président de la SL 6213, Alain Desjardins.

Ce conflit de travail s'inscrit dans la lignée de plusieurs négociations dont l'enjeu principal portait sur le refus d'une clause orphelins instaurant un régime de retraite moins avantageux pour les futurs travailleurs. Une loi claire à ce sujet permettrait d'interdire cette discrimination et d'assainir les relations de travail.



7065

### Protection des droits d'ancienneté

Les membres de la SL 7065 chez Construction Tshuetin à Sept-Îles (Québec) ont signé une convention collective de cinq ans qui répond à leur principal objectif : protéger leurs droits d'ancienneté. L'accord comprend des hausses salariales annuelles de 2% et améliore certaines clauses, en particulier les règles sur les heures supplémentaires et les politiques sur les vacances.

2890-03

### Optimisation des relations de travail chez Praxair

L'engagement de l'employeur à optimiser les relations syndicales-patronales compte parmi les améliorations apportées au contrat de trois ans entre les membres de la SL 2890-03 et Praxair Canada à Paris (Ont.). La convention comporte aussi des hausses salariales de 6% sur trois ans et des primes de quart plus élevées.

6887

### Régime de retraite majoré chez Glencore

Le nouveau contrat de travail de trois ans des membres de la SL 6887 à la raffinerie CCR de Glencore à Montréal-Est renforce les salaires et les pensions. Le régime de retraite à prestations déterminées a été majoré, les hausses salariales seront 6,45% sur trois ans, et l'indemnité pour invalidité de courte et longue durée, les primes de quart et les montants alloués pour les soins dentaires et les soins professionnels seront améliorés.

1-405

### Accord avec la coopérative de crédit à Nelson

Les membres de la SL 1-405 à la coopérative de crédit de Nelson et du district (C.-B.) ont négocié un accord de quatre ans offrant au total des hausses salariales de 7,4%, des vacances supplémentaires pour les employés de longue date, ainsi que de meilleurs avantages sociaux, des dispositions améliorées et une plus grande souplesse pour le partage des tâches.

1-405

### Un bon contrat pour les employés municipaux.

Les employés de la ville de Kimberley (C.-B.), membres de la SL 1-405, ont conclu une convention de quatre ans prévoyant une hausse salariale totale de 6%, un nouveau système d'évaluation des emplois et de nombreuses améliorations au libellé, y compris les clauses sur l'ancienneté, la planification des horaires de vacances, l'assurance dentaire et les comptes de soins de santé.

# DÉNONCEZ la violence

**Jeff Bromley** a trouvé difficile de regarder deux vidéos de la présentation du Comité national de la condition féminine des Métallos sur la lutte contre la violence.

«Elles sont difficiles à regarder», a admis Jeff, secrétaire financier de la section locale 1-405 à Cranbrook (C.-B.). Accompagné du premier vice-président Doug Wood, Jeff est entré dans la salle du conseil de la section locale tandis que Veronica Tanner, coprésidente du comité de la condition féminine, répétait sa présentation sur la lutte contre la violence, une nouvelle initiative du Comité national de la condition féminine.

Si la SL 1-405 couvre différents milieux de travail, beaucoup de ses membres sont des hommes travaillant dans des scieries. Voyant Veronica répéter, Jeff et Doug ont eu l'idée de donner la présentation dans les unités de la section locale afin d'aider à rompre le silence et soutenir le comité.

«Nous voulons voir plus d'hommes parler de mettre fin à la violence contre les femmes», a expliqué Jeff.

Le Ruban blanc a commencé en tant que campagne visant à inciter les hommes à s'exprimer contre la violence faite aux femmes. Le Comité de la condition féminine de la SL 1-405 a introduit une version de la campagne dans la section locale il y a quelques années. C'est en harmonie avec le mandat du Ruban blanc et du comité que Doug



Les membres de la SL 1-405 des Métallos Jeff Bromley et Veronica Tanner, et les documents de l'initiative contre la violence à Cranbrook (C.-B.)

et Jeff veulent trouver des occasions de donner la présentation aux membres des unités.

## **Les Femmes d'acier lancent une initiative de lutte contre la violence**

Le Comité national de la condition féminine a décidé d'en faire davantage dans notre syndicat pour sensibiliser nos membres et les encourager à mettre fin à la violence. Le comité a mis au point une trousse de ressources pour que les membres puissent donner des présentations aux réunions des sections locales et des conseils régionaux, et même dans les milieux de travail d'employeurs coopératifs.

La trousse comprend une présentation en PowerPoint avec

deux vidéos, des affiches, un guide pour la négociation de clauses contractuelles visant à soutenir les victimes de violence familiale, des brochures et des épinglettes affichant le ruban blanc pouvant être distribuées et portées comme symbole de notre engagement à mettre fin à la violence contre les femmes et les filles.

## **Pourquoi n'en parle-t-on pas?**

Au Canada, une femme sur trois de plus de 16 ans subit des agressions sexuelles. Les femmes autochtones sont les plus à risque. Au moins 1073 femmes autochtones ont été assassinées entre 1980 et 2014. Une femme sur cinq victimes d'homicide est autochtone, alors que seulement une canadienne sur 20 est autochtone.

Un récent sondage pancanadien a révélé qu'une travailleuse sur trois est victime de violence familiale et que cette violence se poursuit au travail.

Les statistiques en elles-mêmes sont peu réjouissantes, mais ce sont les histoires qu'elles cachent qui poussent au changement. Les présentations des Métallos ont ouvert la voie à des discussions et des actions sur la violence fondée sur le sexe, mettant au grand jour un sujet tabou.

### **Sudbury s'engage**

Terri Rinta a fait en sorte que la documentation pour la présentation sur la lutte contre la violence puisse être prête à temps pour la réunion du conseil régional du nord-est de l'Ontario des Métallos à la fin de septembre.

Terri siège à la direction de la SL 2020 des Métallos à Sudbury et en préside le comité de la condition féminine. Elle a demandé à Carolyn Szilva, membre du Comité des droits de la personne du district 6, de faire la présentation sur la lutte contre la violence.

La séance a porté une membre à raconter comment elle a aidé une amie à fuir une relation abusive. Le mari de son amie s'en est alors pris à elle, à son travail.

Pris au dépourvu, l'employeur n'a pas su comment réagir; la membre a contacté la police et créé un plan de sécurité pour elle-même, en cas de nouvelle menace. La membre continue de soutenir son amie.

Le conseil régional a appuyé l'initiative de lutte contre la violence par un vote unanime et les sections locales se sont engagées à la présenter à Timmins, Sault Ste. Marie et dans tout le Nord de l'Ontario.

«Elle aide à engager la conversation», dit Terri.

### **De la communication vient l'action**

À Cranbrook (C.-B.), le travail du comité de la condition féminine porte fruit. Les membres du comité ont proposé des clauses contractuelles prévoyant des congés pour situations de violence familiale lors de négociations avec un hôtel à Kimberley.

«Il y a plus de communication, souligne Jeff, que ce soit autour d'une affiche, au sujet de la vidéo ou de nos conventions collectives».

### **Mettons fin à la violence**

*Le ruban blanc est un symbole que portent les hommes (et les femmes) qui veulent mettre fin à la violence contre les femmes et les filles.*

*Portez cette vignette autocollante du ruban blanc avec fierté pour montrer que vous voulez mettre fin à la violence faite aux femmes et aux filles.*

Parler de la violence faite aux femmes brise le silence, ouvrant la voie à l'action syndicale : appuyer les centres de ressources pour les femmes, négocier des clauses pour lutter contre la violence dans nos contrats et habiliter nos membres à y mettre fin.

### **Dénoncer la violence**

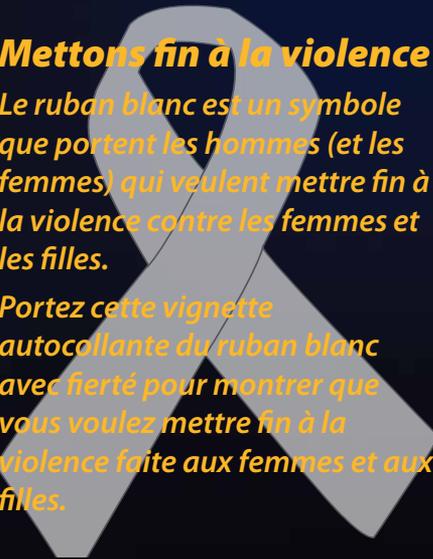
Le geste le plus important que vous puissiez faire pour aider à mettre fin à la violence sexuelle, c'est de la dénoncer.

### **Demander ou donner une présentation**

Communiquez avec une membre du comité national ou de district de la condition féminine et demandez la trousse de documentation et de soutien pour faire une présentation sur la lutte contre la violence dans votre milieu de travail ou lors d'une réunion de section locale.

Pour en savoir plus ou obtenir des vidéos :

[www.metallos.ca/antiviolenace](http://www.metallos.ca/antiviolenace) ■



## Les libéraux annulent le projet de loi anti-briseurs de grève; les Métallos réclament une stratégie manufacturière



Patrick Veinot, Métallo et ancien employé de Vale.

### Loi anti-briseurs de grève

En octobre, les Métallos se sont joints au chef du NPD Thomas Mulcair lors d'une conférence de presse tenue avant le débat sur un projet de loi émanant d'un député néo-démocrate visant à interdire le recours à des travailleurs de remplacement dans les lieux de travail sous réglementation fédérale.

«Au Québec, où il existe des lois anti-briseurs de grève, nous savons que les grèves et les lockouts durent moins longtemps et entraînent moins de

violence», a précisé Steve Hadden, président de la section locale nationale 1976 des Métallos.

«J'ai perdu mon emploi parce que l'entreprise a embauché des présumés travailleurs de remplacement, a expliqué Patrick Veinot, ancien employé de Vale. Le gouvernement fédéral devrait respecter la négociation collective et équilibrer les relations de travail en interdisant cette pratique.»

Malheureusement, les libéraux ont utilisé leur majorité au Parlement pour défaire le projet de loi, même s'il s'agissait d'un simple vote «de principe» qui aurait permis au comité de l'étudier.

«Le gouvernement fédéral a manqué à sa promesse "d'une approche équitable et équilibrée à la syndicalisation", a déclaré le directeur national du Syndicat des Métallos Ken Neumann. Le gouvernement se range du côté des employeurs qui utilisent des briseurs pour prolonger les grèves et les lockouts.» ■



Photo : Steve Dietz

### Audiences sur la fabrication

Ken Neumann s'est également adressé au Comité parlementaire de l'industrie, de la science et de la technologie, qui se penche actuellement sur la fabrication au Canada et présentera des recommandations au Parlement.

«Nous croyons que la prochaine étape en ce qui concerne la fabrication ne peut se poursuivre sans la participation du Syndicat des Métallos à titre d'intervenant clé dans l'avenir économique du Canada ou, comme le gouvernement libéral actuel

aime le dire, "l'édification de la classe moyenne"», a mentionné le directeur national au comité.

«La politique et l'inaction du gouvernement dans ce secteur vital ont grandement réduit la classe moyenne que la négociation collective a contribué à créer, faisant place à l'insécurité, l'inégalité et l'incertitude qu'il faut renverser pour le bien des générations futures.» ■

### Négociations sur le bois d'œuvre résineux

La date limite pour le renouvellement de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux a été dépassée en octobre sans aucun nouvel accord en vue.

Sans accord, l'imposition de sanctions sur les produits du bois demeurerait une possibilité. Entre-temps, le Syndicat des Métallos a insisté sur un accord qui protégerait les emplois et les collectivités tout en autorisant un accès équitable au marché du bois d'œuvre américain.



Photo : Steve Dietz

Le Syndicat des Métallos propose que les fonds

générés par les mesures transfrontalières et destinés au rétablissement de la communauté forestière soient investis dans les travailleurs et les localités, entre autres, dans la formation et l'adaptation, et pour veiller à laisser des forêts abondantes et saines aux générations futures.» ■



## La lutte des taxieurs, de juin à aujourd'hui....

*Les propriétaires de taxis du Québec luttent contre le projet-pilote d'Uber. En jeu: la valeur de leurs permis et leur gagne-pain. Bilan des actions depuis juin.*

**Adopté sous bâillon** en juin, le projet de loi contenait des modifications qui permettaient au ministre des Transports de faire par des projets-pilotes exactement le contraire de ce que la loi prescrit.

La veille de l'entrée en vigueur de la loi, le 8 septembre, coup de théâtre! Cinq minutes avant le coup de minuit, le gouvernement du Québec et Uber ont annoncé s'être entendus sur les conditions d'un éventuel projet-pilote.

Cette entente, validée par décret le 1<sup>er</sup> octobre, instaure un « régime parallèle » pour Uber. En gros, Uber pourra travailler sans limites de véhicules, à toute heure et sur tous

les territoires alors que les taxieurs continueront pourtant d'être soumis à un régime de quotas par agglomérations de taxi... avec toutes les conséquences possibles sur la valeur de leurs permis. Désormais, une seule compagnie a toutes les libertés... tous les autres ont toutes les contraintes.

Le 11 septembre dernier, les taxieurs ont décidé de reporter leur menace de grève générale et de procéder à des contestations juridiques.

Le 12 septembre, le RTAM-Métallos et les représentants des intermédiaires en service de taxi se sont unis et ont formé le Front commun du taxi. Trois jours plus tard, ils ont déposé une

requête en injonction provisoire pour contester l'entente entre Québec et Uber. Motifs : Uber n'est pas un intermédiaire, le ministre a outrepassé son pouvoir discrétionnaire et il y a urgence d'agir.

Les prétentions des taxieurs ont toutefois été rejetées par le juge le 20 septembre. Celui-ci a prononcé une ordonnance de gestion pour accélérer la suite.

Le lendemain, le Front commun du taxi a déposé une nouvelle requête en injonction provisoire. Celle-ci, qui ne visait qu'Uber, a aussi été rejetée.

Les taxieurs ont convenu d'une journée de grève le 5 octobre. ■

# Pour que chaque vote

## Réforme électorale : Les Métallos appuient le système mixte proportionnel

Le comité parlementaire qui tient des audiences publiques sur la réforme électorale attire des foules. Une bonne nouvelle.

L'autre bonne nouvelle, c'est que l'opposition a fait pression sur les libéraux pour changer la composition du comité. Maintenant les sièges de chaque parti au comité correspondent à la part des voix qu'il a obtenues à la dernière élection.

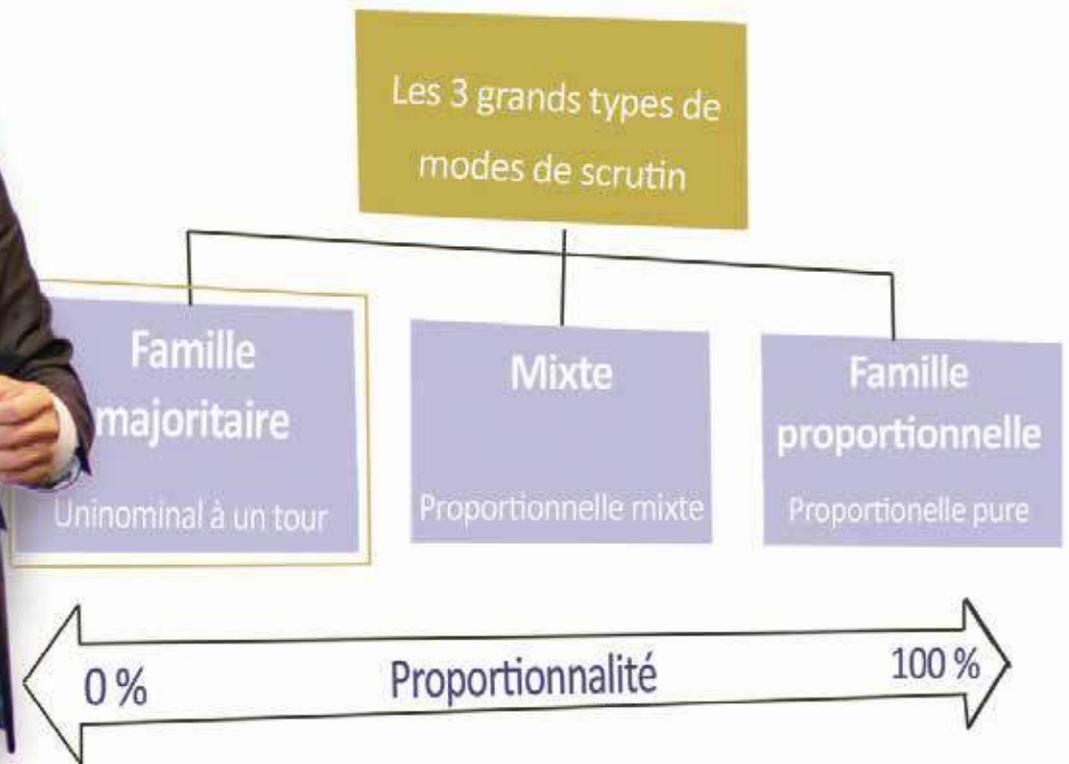
La mauvaise nouvelle, c'est que les libéraux souhaitent un résultat qui leur donne un net avantage et leur majorité parlementaire suffit tout simplement pour prendre la décision.

Le gouvernement a un mandat ferme de changer notre système électoral, et celui-ci a besoin d'être changé – notre système majoritaire actuel est inéquitable.

À l'élection fédérale de 2015, les libéraux ont obtenu 39% du scrutin, leur donnant 54% des sièges et un gouvernement majoritaire détenant la totalité du pouvoir. C'est ce qu'on appelle une fausse majorité.

Beaucoup de progressistes sont en faveur de la représentation proportionnelle. Les Métallos recommandent une forme bien précise de cette représentation : le système mixte proportionnel. Selon ce système, utilisé en Allemagne et en Nouvelle-Zélande et dans d'autres démocraties encore, les sièges à la Chambre des communes seraient plus caractéristiques de la façon dont les Canadiens votent, évitant ainsi de fausses majorités.

Les systèmes électoraux mixtes proportionnels sont plus représentatifs, donnent des gouvernements fondés sur la collaboration et tendent à faire élire plus de femmes.



# compte

## du Canada

### proportionnel

#### Le système mixte proportionnel

Débattre des détails des systèmes électoraux peut paraître compliqué, mais ce n'est pas nécessairement le cas. Des millions d'électeurs de pays qui ont ce système trouvent l'exercice facile.

Le système actuel joue à l'avantage des libéraux et des conservateurs. Les libéraux seront les grands bénéficiaires d'un système de scrutin préférentiel. Les conservateurs soutiendront qu'il nous faut un référendum pour trancher la question, sachant que chaque référendum provincial sur un changement électoral a échoué et que les choses en sont restées là : le même système majoritaire inéquitable.

En dépit de toutes les consultations, le gouvernement libéral majoritaire pourrait changer notre système électoral pour servir ses propres intérêts, peu importe les travaux de comités et l'opinion du public.

#### Promesse Brisée?

À la fin d'octobre, peu après les travaux approfondis du comité et l'engagement du public envers la réforme du système électoral, le premier ministre Justin Trudeau a indiqué ouvertement qu'il songeait à abandonner la réforme en raison de la grande popularité de son gouvernement. Le fait qu'il soit revenu sur une promesse électorale d'une telle importance a provoqué un tollé de la part de la presse et des partis de l'opposition.

Notre système électoral doit être réformé et le système mixte proportionnel est l'option la plus équitable.

Le Congrès du travail du Canada (CTC) appuie la représentation proportionnelle.

Rendons le système électoral plus équitable pour que chaque vote compte. Appuyons le système mixte proportionnel comme notre prochain système électoral. ■

**Le député fédéral néo-démocrate Alexandre Boulerice accueille un forum sur la réforme électorale.**



Une manifestation de plusieurs syndicats a forcé IAMGOLD à annuler rapidement la suspension du militant en santé et sécurité André Racicot.

On ne touche pas à un président du



Une onde de choc s'est fait sentir lorsque la minière IAMGOLD a suspendu le président de la section locale 9291, André Racicot, pour des propos tenus lors d'un comité de travail de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) sur la prévention dans le secteur minier.

Lors d'une discussion à bâtons rompus, André Racicot a souligné que les plans et devis sous terre n'étaient pas respectés chez son employeur. Un délégué d'une association représentant les employeurs en a informé la minière qui a suspendu le doyen des Métallos en santé et sécurité dans les mines pendant la durée de l'enquête. Le Syndicat des Métallos a sommé l'employeur de retirer la sanction d'ici le vendredi 16 septembre à midi. Devant son silence, les médias ont été saisis de l'histoire et une manifestation s'est organisée pour le lundi matin.

«Il y a encore trop d'accidents graves et de morts dans ce secteur. Ça s'est amélioré grâce au travail de gens de terrain comme André Racicot. Il n'est pas question de laisser museler un de nos pionniers», a lancé le directeur québécois des Métallos, Alain Croteau, qui était sur place aux côtés des manifestants. André Racicot a été réintégré quatre jours après sa suspension.

#### Libre parole

Le Syndicat des Métallos demande une révision des règlements sur les comités de travail de la CNESST pour éviter que cela ne se reproduise. «On doit pouvoir parler sans crainte de représailles. C'est seulement en discutant des problèmes ouvertement qu'on pourra vraiment progresser», a fait valoir Alain Croteau.

Ce dernier entend faire valoir ces préoccupations au sein de la CNESST, dont il est un des administrateurs. ■

**Appel de plus  
en plus pressant  
pour un salaire  
minimum de**

**15 \$**

Le 1<sup>er</sup> octobre, le salaire minimum a augmenté de 0,15 \$ en Ontario, soit à 11,40 \$ l'heure, mais il est loin d'être suffisant.

Des milliers de personnes ont manifesté pour des emplois décents à l'assemblée législative de l'Ontario ce même jour, réclamant fortement un salaire minimum de 15 \$ l'heure et l'équité pour toute la population ouvrière.

Jana Papuckoski a parlé de son travail d'agente de sécurité à Whitby et indiqué gagner 12,50 \$ l'heure. Elle se considère chanceuse d'être représentée par un syndicat. Jana agit comme secrétaire-archiviste de la SL 5296 des Métallos.

«Grâce au syndicat, je peux m'exprimer au travail; je bénéficie de prestations de maladie, d'un régime de retraite et de la représentation syndicale, et j'ai droit à des journées de maladie, à un uniforme payé et à la procédure de règlement des griefs si je ne suis pas d'accord avec les décisions de mon employeur.»



Cependant, si son employeur perd son contrat de sécurité, elle perd son syndicat et les employées doivent recommencer à zéro. «Il est inacceptable d'avoir à renégocier nos conditions d'emploi chaque fois que notre lieu de travail, notre convention ou l'entreprise change de main», a-t-elle ajouté.



Des Métallos manifestent pour un salaire minimum de 15 \$ à Montréal.

## L'action pour un salaire minimum de 15 \$ l'heure s'intensifie

Le mouvement pour l'équité et un salaire minimum de 15 \$ prend de l'ampleur partout au pays.

Au Québec, la campagne Minimum15\$ réclame une hausse majeure du salaire minimum de 10,75 \$. Les Métallos se sont joints à d'autres syndicats et des groupes communautaires pour participer à une grande manifestation le 15 octobre à Montréal.

Le gouvernement néo-démocrate de Rachel Notley en Alberta s'est engagé envers un salaire minimum de 15 \$ d'ici 2018. En tête dans les sondages qui précèdent les élections prévues en mai en C.-B., le chef néo-démocrate John Horgan a promis de hausser le salaire minimum à 15 \$, tout comme l'a fait Andrea Horwath, chef du NPD en Ontario.

En septembre, la Ville de Vancouver a voté en faveur de poursuivre la certification des employeurs versant le salaire minimum vital à leurs employés et sous-traitants. Un salaire minimum vital permet de subvenir aux besoins fondamentaux comme le loyer, la nourriture, le transport et les services de garde.

Les syndicats sont les principaux agents de mobilisation du mouvement pour l'équité et un salaire minimum de 15 \$.

**Grâce au syndicat, je peux m'exprimer au travail; je bénéficie de prestations de maladie, d'un régime de retraite et de la représentation syndicale.**

Jana Papuckoski  
SL 5296



Rehausser les normes minimales, qu'il s'agisse des salaires et de la sécurité, des journées de maladie ou de la planification des horaires, nous aide tous à garantir l'équité.

Pour en savoir plus et jouer un rôle :  
[www.minimum15.quebec](http://www.minimum15.quebec) ■





Nancy Hutchison, chef du Service de la santé, de la sécurité et de l'environnement du Syndicat des Métallos; Leo W. Gerard, président international des Métallos; Karyn Sedore; le détective Kevin Sedore; Ken Neumann, directeur national des Métallos.

Photo : Steve Dietz

# Des résultats tangibles

Les Métallos partout au pays travaillent avec acharnement pour veiller à ce que les décès et les blessures au travail fassent l'objet d'une enquête sous l'optique de cas potentiels de négligence criminelle. C'est la loi – la Loi Westray.

## Hommage à un détective de Toronto

En 2009, le détective Kevin Sedore a mené l'enquête sur l'effondrement de l'échafaudage de Metron. Un cadre de cette entreprise a finalement été reconnu coupable de négligence criminelle et condamné à trois ans et demi de prison – la première peine d'emprisonnement depuis l'adoption de la Loi Westray en 2003.

Quand il a enquêté sur l'incident, le détective Sedore a eu plusieurs confrontations avec les responsables du ministère du Travail en raison de leur ingérence sur les lieux pouvant entraîner la destruction de preuves essentielles s'il s'avérait nécessaire de porter des accusations pouvant mener à une condamnation. Le Syndicat des Métallos a reconnu la détermination de Kevin Sedore en lui décernant le prix J. William Lloyd lors

de sa Conférence internationale sur la santé, la sécurité et l'environnement en septembre dernier.

## Nouvelle publication : Une histoire d'enfer



*Une histoire d'enfer* décrit en détail les horreurs des décès survenus dans des lieux de travail au Canada et la campagne des Métallos Mettons fin au carnage, Appliquons la loi. Tom Sandborn, un journaliste auprès de *The Tyee*, souligne les échecs répétés des employeurs à assurer la sécurité des travailleuses et travailleurs et le besoin incessant d'appliquer plus fermement la Loi Westray. Une

version PDF se trouve sur notre site [www.metallos.ca](http://www.metallos.ca), dans la section Santé et sécurité.

## Ottawa et la C.-B. se rallient aux autres villes

En juin, la Ville d'Ottawa a voté à l'unanimité pour l'adoption de la motion du Syndicat des Métallos réclamant une meilleure application de la Loi Westray. Une semaine plus tard, la police d'Ottawa ouvrait une enquête criminelle sur le décès d'un jeune travailleur de la construction. En mars dernier, Olivier Bruneau est mort écrasé par une plaque de glace qui s'est détachée de la paroi d'une fosse de neuf étages sur un chantier de construction.

En juillet, le ministre de l'Énergie et des Mines de la C.-B. a signé un accord avec les services de police de la province en vue d'un protocole d'enquête sur les décès et les blessures dans les mines.

La campagne du Syndicat des Métallos donne des résultats tangibles.

Veillez à ce que le nom de votre localité figure sur la carte à : [www.appliquezlaloi.ca](http://www.appliquezlaloi.ca) ■

# METTONS FIN AU CARNAGE APPLIQUONS LA LOI